

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Travail- Justice - Solidarité



MINISTÈRE DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE

**COMMUNIQUE DE PRESSE DU MINISTERE DES MINES ET DE LA
GEOLOGIE RELATIF A LA VALIDATION DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE
AUX NORMES ITIE**

CONAKRY, MARS 2019

Mines : La Guinée validée à la Norme ITIE sur fond de “progrès significatifs”

COMMUNIQUE DE PRESSE DU MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE

Le Conseil d'Administration de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) a décidé, le 27 février 2019, que la République de Guinée « a accompli des progrès significatifs dans la mise en œuvre des Normes ITIE ».

La décision du Conseil d'Administration de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) faisait suite à une procédure de validation commencée le 1^{er} juillet 2018.

Suite à cette validation, le Conseil d'Administration de l'ITIE a félicité le Gouvernement guinéen et le Groupe multipartite pour les progrès accomplis dans le renforcement de la gouvernance des Industries Extractives.

La décision référencée “2019-17/BM-42”, relève que « dans le contexte d'un secteur minier en plein essor, le Conseil d'Administration estime que l'ITIE Guinée est en mesure de jouer un rôle clé en appuyant la poursuite de réformes et en diffusant des informations destinées à alimenter un débat public sur la gouvernance des ressources naturelles ».

Le Gouvernement rappelle que le Conseil d'Administration de l'ITIE a émis un avis sur les performances de la République de Guinée sur 28 critères d'évaluation de l'ITIE. Le pays a réalisé des performances au delà des attentes pour l'Exigence sur la publication des contrats, et inadéquates pour la seule exigence relative à la gouvernance du Groupe Multipartite ITIE.

Au terme de l'exercice, les progrès accomplis par le pays ont été jugés au moins satisfaisants pour vingt (20) critères d'évaluation, et significatifs pour sept (7) autres. Les progrès ont donc été jugés au moins satisfaisants pour 71% des exigences évaluées.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration de l'ITIE a félicité « les parties prenantes pour avoir amélioré l'exhaustivité et la qualité de la déclaration ITIE, et pour avoir renforcé la transparence des procédures d'octroi de licences, du registre des licences et des divulgations soumises par les entreprises d'État ».

Le Conseil d'Administration a particulièrement apprécié les efforts que la Guinée a déployés afin de dépasser les exigences de la Norme ITIE sur la publication des contrats miniers sur le portail prévu à cet effet (www.contratsminiersguinee.org).

Enfin, le Conseil d'Administration de l'ITIE a convenu que la République de Guinée devra prendre huit (8) mesures correctives pour poursuivre l'amélioration de la gestion du secteur minier.

L'application de ces mesures sera évaluée lors d'une deuxième validation commençant dans 18 mois.

Le comité de pilotage de l'ITIE proposera un plan d'actions incessamment au Ministère des Mines et de la Géologie pour la mise en œuvre de ces mesures correctives.

Malgré les défis à relever, ces résultats démontrent les progrès significatifs réalisés dans le cadre de la mise en œuvre de la politique minière engagée depuis 2011 par le Président de la République, le Professeur Alpha Condé.